



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

### **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**Consultation n° 25M0233 du 10 décembre 2025**

**Acheteur public (ÉTAT) :**

**MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
CASE n°51 – AP 205  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07**

**Objet de la consultation :**

**Acquisition de circuits imprimés compatibles avec les composants BGA et µBGA**

Marché passé en appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 et des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14, en application de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

**Imputation budgétaire :**

Référence UO : 0144.0002.DG02

**Nomenclature européenne :**

31712320-9 : « Cartes de circuits imprimés non garnies »

**Date et heure limites de remise des offres : 10 avril 2026 avant 16 heures 30**

Le présent Règlement de la Consultation comprend vingt-quatre (24) pages dont 3 annexes

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
1.1 – DESCRIPTION.....	4
1.1.1 - <i>Objet de la consultation</i> .....	4
1.1.2 - <i>Type de marché</i> .....	4
1.1.3 - <i>Forme de marché</i> .....	4
1.1.4 - <i>Procédure</i> .....	4
1.1.5 - <i>Conditions de livraison</i> .....	4
1.1.6 - <i>Nomenclature européenne</i> .....	4
1.1.7 - <i>Variantes</i> .....	4
1.1.8 - <i>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i> .....	4
1.2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE .....	4
1.2.1 - <i>Durée du marché</i> .....	4
1.2.2 - <i>Spécifications techniques et financières</i> .....	5
1.2.3 - <i>Sécurité</i> .....	5
1.3 – MONTANTS DU MARCHE .....	5
1.4 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT .....	5
1.4.1 - <i>Délai de paiement</i> .....	5
1.4.2 - <i>Imputation budgétaire</i> .....	6
<b>ARTICLE 2 – RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF .....</b>	<b>6</b>
2.1 – MODALITES D’ATTRIBUTION .....	6
2.2 – PRESENTATION DES PROPOSITIONS.....	6
2.2.1 - <i>Documents à joindre au titre de la candidature de la société</i> .....	6
2.2.2 - <i>Documents à produire au titre de l’offre</i> .....	7
2.2.3 - <i>Documents à produire par le ou les candidat(s) retenu(s)</i> .....	7
2.3 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....	8
2.4 - LANGUE DE REDACTION DES OFFRES ET MONNAIE UTILISEE .....	8
2.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	8
2.6 - DATE ESTIMATIVE DE NOTIFICATION DU MARCHE .....	8
<b>ARTICLE 3 – CRITÈRES D’ATTRIBUTION .....</b>	<b>8</b>
3.1 – ETUDE DES OFFRES.....	8
3.2 – CRITERES D’ATTRIBUTION .....	9
3.2.1 - <i>Critère n° 1 : Prix</i> .....	9
3.2.2 - <i>Critère n° 2 : Valeur technique</i> .....	9
3.2.3 - <i>Critère n° 3 : Performance en matière de protection de l’environnement</i> .....	9
3.2.4 - <i>Note finale</i> .....	10
<b>ARTICLE 4 – AUTRES RENSEIGNEMENTS .....</b>	<b>10</b>
4.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) .....	10
4.2 – MODALITES D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	10
4.3 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES .....	11
4.3.1 – <i>Dématérialisation des procédures</i> .....	11
4.3.2 – <i>Modalités de transmission des plis par voie électronique via la PLACE</i> .....	11
4.3.3 – <i>Certificat numérique</i> .....	11
4.3.4 – <i>Déroulement de la procédure de transmission</i> .....	12
4.3.5 – <i>Format des fichiers</i> .....	12
4.3.6 – <i>Signature électronique</i> .....	13
4.3.7 – <i>Virus</i> .....	13
4.3.8 – <i>Copie de sauvegarde</i> .....	13
4.4 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES RELATIFS A LA CONSULTATION .....	14
4.5 – PROCEDURE DE RECOURS.....	15

4.5.1 - Précisions concernant les voies et délais de recours .....	15
4.5.2 - Instance chargée des procédures de recours .....	15
ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE).....	16
ANNEXE N° 2 – CRITERE VALEUR TECHNIQUE.....	22
ANNEXE N° 3 – CRITERE DE PERFORMANCE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	23

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

### **1.1 – DESCRIPTION**

#### **1.1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation a pour objet l'acquisition de circuits imprimés compatibles avec les composants BGA et µBGA.

#### **1.1.2 - Type de marché**

Il s'agit d'un marché public de fournitures courantes et de services.

#### **1.1.3 - Forme de marché**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14, en application de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

#### **1.1.4 - Procédure**

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 et des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

#### **1.1.5 - Conditions de livraison**

Les matériels sont livrés à l'adresse indiquée au paragraphe 8.2 du CCP.

#### **1.1.6 - Nomenclature européenne**

31712320-9 : « Cartes de circuits imprimés non garnies ».

#### **1.1.7 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **1.1.8 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

La présente consultation ne comporte pas de PSE.

### **1.2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE**

#### **1.2.1 - Durée du marché**

Le marché prend effet au jour de sa date de notification et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. À partir du 1er janvier de l'année suivante, il peut être renouvelé par reconduction tacite pour trois (3) périodes d'une (1) année chacune et une période complémentaire, dans la limite d'une durée totale maximale de quarante-huit (48) mois.

En cas de non-reconduction, l'administration notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le lien contractuel subsiste après expiration du marché, pour l'exécution des prestations commandées non encore terminées et leurs garanties ainsi que les autres garanties non encore expirées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, sans toutefois que la durée d'exécution du dernier bon de commande puisse excéder, au-delà de la fin du marché, le délai d'exécution ou de livraison relatif à l'acquisition concernée.

## 1.2.2 - Spécifications techniques et financières

Le détail de la prestation figure à l'article 6 du Cahier des Clauses Particulières.

Dans le cadre de cette prestation, le candidat doit renseigner :

### 1.2.2.1. Annexes à l'acte d'engagement (AE)

- **L'annexe n° 1 à l'acte d'engagement** dans lesquels les éléments suivants doivent être mentionnés :
  - le prix unitaire H.T. ;
  - le prix unitaire remisé H.T. ;
  - le montant de la T.V.A. ;
  - le prix unitaire remisé T.T.C.
- **L'annexe n° 2 à l'acte d'engagement** concernant les caractéristiques environnementales souhaitées par l'administration (respect de l'exigence : OUI/NON et commentaires).

### 1.2.2.2. Annexes au présent règlement de la consultation (RC)

Le candidat complète l'annexe n° 1 « Détail Quantitatif Estimatif » (DQE) au règlement de la consultation.

## 1.2.3 - Sécurité

Le présent marché est un contrat courant.

## 1.3 – MONTANTS DU MARCHE

Les montants minimum et maximum sont précisés dans le tableau suivant :

Montants minimum et maximum sur 48 mois en €						
Période	Minimum			Maximum		
	HT	TVA*	TTC	HT	TVA*	TTC
<b>1<sup>ère</sup> période</b> (de la date notification du marché au 31/12/2026)	8 333,33	1 666,67	10 000,00	100 000,00	20 000,00	120 000,00
<b>2<sup>ème</sup> période</b> (du 01/01 au 31/12/2027)	16 666,66	3 333,34	20 000,00	200 000,00	40 000,00	240 000,00
<b>3<sup>ème</sup> période</b> (du 01/01 au 31/12/2028)	16 666,66	3 333,34	20 000,00	200 000,00	40 000,00	240 000,00
<b>4<sup>ème</sup> période</b> (du 01/01 au 31/12/2029)	16 666,66	3 333,34	20 000,00	200 000,00	40 000,00	240 000,00
<b>5<sup>ème</sup> période</b> (du 01/01/2030 à veille de la date anniversaire de notification)	8 333,33	1 666,67	10 000,00	100 000,00	20 000,00	120 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>66 666,64</b>	<b>13 333,36</b>	<b>80 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>160 000,00</b>	<b>960 000,00</b>

\*Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

## 1.4 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT

### 1.4.1 - Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours. Il court à compter de la date de réception par l'administration de la demande de règlement ou de la date de prononciation de la décision de réception de la prestation si celle-ci est postérieure à la date de la facture. Ce délai est éventuellement reporté au jour de réception par l'administration des justifications complémentaires réclamées au titulaire. L'État se libère par voie d'ordonnances directes des sommes dues en exécution du marché, les paiements étant effectués sur présentation des factures adressées à l'administration.

## 1.4.2 - Imputation budgétaire

Référence UO : 0144.0002.DG02

### ARTICLE 2 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

#### 2.1 – MODALITES D'ATTRIBUTION

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les candidats ne peuvent pas présenter pour le marché plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements ainsi qu'en qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entrepreneurs groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter le groupement.

En cas de groupement, les sociétés peuvent :

- soit présenter un RIB commun dans le cas d'un groupement solidaire ;
- soit déterminer les montants et les prestations au prorata desquels les règlements sont effectués sur le compte de chacune des sociétés. À cet effet, elles fournissent leur RIB respectif.

#### 2.2 – PRESENTATION DES PROPOSITIONS

**L'absence d'une ou plusieurs pièces constitutives de l'offre et/ou l'absence de signature liée à un document pour lequel une signature est expressément demandée, rend l'ensemble de l'offre irrégulière au sens des articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique.**

*Les signatures doivent émaner d'une personne ayant la capacité d'engager le candidat et pour les offres transmises par voie électronique, être certifiées électroniquement.*

##### 2.2.1 - Documents à joindre au titre de la candidature de la société

Les candidats joignent :
Une lettre de candidature (DC1 <sup>1</sup> , DUME ou tout document reprenant intégralement les éléments qui y figurent). Le service DUME est mis à disposition par l'État à l'adresse suivante : <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr">https://dume.chorus-pro.gouv.fr</a> ;
Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 <sup>1</sup> , DUME ou tout document reprenant intégralement les éléments qui y figurent) en prenant bien soin, de fournir les informations et justificatifs requis au sujet des « personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement » et de renseigner le tableau F1 « Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles » ;
Si nécessaire un pouvoir ou tout autre justificatif requis au sujet de la ou des « personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou les membres du groupement ».

<sup>1</sup> Imprimés officiels téléchargeables à partir d'internet :  
[www.economie.gouv.fr/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/](http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/)

### 2.2.2 - Documents à produire au titre de l'offre

**Outre les documents indiqués au paragraphe 2.2.1 ci-dessus, le candidat produit un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

<b>Les candidats joignent :</b>
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dûment complété et paraphé en toutes ses pages ; la page 6 étant signée par la personne habilitée à engager la société avec son nom, sa qualité, la mention « lu et accepté » et le tampon de la société ;
Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) paraphé en toutes ses pages ;
L'annexe n° 1 relative au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du présent règlement de la consultation (RC) dûment complétée ;
Une présentation détaillée sur les performances en matière de protection de l'environnement du candidat, permettant de justifier les caractéristiques environnementales souhaitées par l'administration à l'annexe n° 3 du présent règlement de la consultation ainsi que les attestations demandées.

**En complément de son dossier d'offre, le candidat doit obligatoirement fournir l'échantillon suivant :**

Une (1) carte électronique d'une épaisseur de 1.6 mm, conformément au descriptif technique indiqué en annexe n° 2 du présent règlement de la consultation.
--

Cet échantillon sera analysé par l'administration qui établit sa conformité aux caractéristiques techniques souhaitées figurant en annexe n° 2 du présent document, dans le respect des tolérances de la classe de routage concernée (spécification AFNOR 2212, ainsi que les normes IPC applicables). Il est conservé par l'administration.

### 2.2.3 - Documents à produire par le ou les candidat(s) retenu(s)

Le marché n'est attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de la demande de l'administration, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

<b>Les candidats joignent :</b>
Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ; <i>Le pouvoir adjudicateur ou son représentant s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès des organismes concernés.</i>
Une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie ;
Un RIB.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du Code du travail) :

<b>Les candidats joignent :</b>
Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de trois (3) mois ;
Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

**Si le candidat ne peut produire ces documents dans le temps imparti, son offre est rejetée et le candidat est éliminé.** Le candidat, dont l'offre a été classée immédiatement après celle rejetée, est sollicité pour produire les documents avant que le marché ne lui soit attribué. Cette procédure est répétée si nécessaire tant qu'il subsiste des offres acceptables.

### **2.3 - DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

La date limite de remise des offres est fixée au **10 avril 2026 avant 16 heures 30**.

### **2.4 - LANGUE DE REDACTION DES OFFRES ET MONNAIE UTILISEE**

Les propositions sont rédigées en langue française et les prix proposés sont en Euros.

### **2.5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **2.6 - DATE ESTIMATIVE DE NOTIFICATION DU MARCHE**

La date estimative de notification est fixée à **fin juin 2026**.

## **ARTICLE 3 – CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

### **3.1 – ETUDE DES OFFRES**

L'étude des offres consiste, dans un premier temps, à vérifier que toutes les lignes de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement sont intégralement remplies par les candidats.

Les candidats sont informés que leur offre ne sera classée qu'à la condition qu'elle ne soit pas déclarée inacceptable ou inappropriée.

Les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, peuvent être régularisées dans la mesure où cette régularisation n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Ensuite, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-après.



### 3.2 – CRITERES D'ATTRIBUTION

Les modalités d'appréciation des critères sont les suivantes :

Critères	Coef.	Sous-critères
Prix	50 %	Sur la base du détail quantitatif estimatif (DQE)
Valeur technique	40 %	Analyse de l'échantillon
Environnement	10 %	Performance en matière de protection de l'environnement

#### 3.2.1 - Critère n° 1 : Prix

Le **prix de l'offre** est analysé sur la base du montant total remisé TTC indiqué sur le détail quantitatif estimatif (DQE) annexé au présent règlement de la consultation. Le montant total remisé TTC le plus bas détermine la note maximale de 20/20.

Les prix mentionnés dans ce DQE doivent impérativement être identiques à ceux mentionnés dans l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement. À défaut, pour chacune des lignes, le prix analysé sera celui mentionné en annexe à l'acte d'engagement.

Les autres notes sont calculées de la manière suivante :

$$N_A = (P_{X_{\min}} / P_{X_A}) \times 20$$

Où :

$N_A$  est la note obtenue par le candidat ;

$P_{X_{\min}}$  est le montant total remisé TTC le plus bas de l'ensemble des offres ;

$P_{X_A}$  est le montant total remisé TTC proposé par le candidat dont l'offre est étudiée.

#### 3.2.2 - Critère n° 2 : Valeur technique

L'échantillon est analysé sur la base des caractéristiques techniques souhaitées figurant en annexe n° 2 du présent règlement de la consultation.

Les caractéristiques techniques « souhaitées » sont notées comme suit :

- si la caractéristique technique est présente dans l'échantillon, le candidat se voit attribuer 2 points ;
- si la caractéristique technique est incomplète, le candidat se voit attribuer 1 point ;
- si la caractéristique technique n'est pas présente dans l'échantillon, le candidat se voit attribuer 0 point.

Les notes sont calculées de la manière suivante :

$$NT_{0x} = (T_{0x} / T_{0max}) \times 20$$

Où :

$NT_{0x}$  est la note obtenue par le candidat pour le critère étudié ;

$T_{0x}$  est le nombre total de points obtenus par le candidat ;

$T_{0max}$  est le nombre total de points attribuables soit 20 points.

#### 3.2.3 - Critère n° 3 : Performance en matière de protection de l'environnement

L'administration souhaite valoriser les opérateurs économiques présentant de bonnes performances environnementales.

Une présentation sur les capacités du candidat à la composante environnementale doit permettre de juger de sa qualité pour l'analyse du **critère environnement**. La présentation doit décrire les moyens mis en

place par le candidat ou les moyens dont il dispose pour répondre à la demande de l'administration quant aux performances en matière de protection de l'environnement.

Chaque caractéristique environnementale souhaitée par l'administration, évaluée et jugée à partir des précisions apportées par le candidat est notée selon la grille d'appréciation indiquée à l'annexe n° 3 au présent règlement de la consultation.

Indicateur de mesure	Points attribués
Pour chaque caractéristique proposée par le candidat <b>conforme</b>	Attribution du nombre de points tels qu'indiqués à l'annexe n° 2 au présent règlement de la consultation
Pour chaque caractéristique proposée par le candidat <b>non-conforme (non détenue ou incomplète)</b>	Attribution de 0 point

La somme des points obtenus constitue la note /20 du candidat à ce critère. La note de zéro (0) n'est pas éliminatoire.

### 3.2.4 - Note finale

A partir des notes précédentes, la note définitive est calculée en appliquant les coefficients définis dans la pondération. La note définitive en base 20 est obtenue par la formule suivante :

$$NF = (\text{critère n° 1} \times 50\%) + (\text{critère n° 2} \times 40\%) + (\text{critère n° 3} \times 10\%)$$

Cette note détermine le classement final du candidat. L'administration attribue le marché à la société classée première, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.2.3 du présent document.

Dans le cas d'une égalité des candidats sur la note finale, le candidat retenu est celui qui aura obtenu la meilleure note au critère valeur technique.

Les résultats sont arrondis à 3 chiffres après la virgule pour départager les candidats dont les résultats seraient approchants.

## ARTICLE 4 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

### 4.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes ;
- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

**Aucun document du dossier de consultation ne peut être modifié ou faire l'objet de réserves sous peine de rendre l'offre irrégulière.**

### 4.2 – MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'avis de marché et le dossier de consultation des entreprises (DCE) sont disponibles sur le site de la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Le DCE peut être obtenu par téléchargement sur le site ci-dessus, sous la référence 25M0233.

Pour le télécharger, le candidat doit indiquer ses coordonnées dont son adresse électronique, afin d'être informé des modifications éventuelles durant la procédure.

### 4.3 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les procédures de passation des marchés publics sont dématérialisées. A ce titre, se font obligatoirement par voie électronique via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

- les retraits des dossiers de consultation ;
- les échanges tout au long de la procédure (questions/réponses, lettres de rejet, notification, etc.) ;
- la remise des offres.

#### 4.3.1 – Dématérialisation des procédures

En application des articles R. 2132-7 à R. 2132-14 du code de la commande publique, les candidats doivent transmettre leur offre par voie dématérialisée.

Cette transmission s'effectue exclusivement via le profil acheteur à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Sous peine d'irrecevabilité et sous réserve des dispositions ci-après relatives à la copie de sauvegarde, les candidats ne sont pas autorisés à remettre leur dossier de réponse sous format papier (par voie postale ou par porteur).

Les candidats peuvent trouver sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) tous les renseignements nécessaires pour transmettre une offre par voie électronique. Des manuels utilisateurs sont disponibles sur ce site.

**Aucun envoi par télécopie ou courriel n'est accepté.**

#### 4.3.2 – Modalités de transmission des plis par voie électronique via la PLACE

L'opérateur économique désirant candidater par voie électronique doit s'identifier, ce qui nécessite de s'inscrire au préalable sur la PLACE. Il est donc indispensable de fournir, lors de l'inscription, une adresse courriel valide et régulièrement consultée.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique doit vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE : [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) est accessible et mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy éventuellement en place dans son entreprise.

#### 4.3.3 – Certificat numérique

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents d'un candidat se fait de manière électronique au moment de l'envoi sur le portail. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

- si le candidat a choisi la transmission par voie électronique via le portail [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) :
- s'il n'est pas inscrit sur ce portail, il trouve sur ce site les modalités d'inscription, en page d'accueil à la rubrique : « Inscription ». L'inscription est valide dans un délai maximum d'une (1) semaine.
- s'il est déjà inscrit sur ce portail mais ne possède pas encore un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il trouve sur ce site à la rubrique « Marchés & opportunités » en cliquant sur le lien « Certificats numériques », une documentation décrivant les modalités d'obtention d'un certificat numérique ainsi que la liste des autorités de certification reconnues par le Ministère des armées auprès desquelles le certificat numérique doit être acheté par le candidat. Le délai moyen d'obtention constaté est de deux (2) semaines.
- si le candidat dispose d'un certificat de signature émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance ci-après, il n'a aucun justificatif à fournir pour signer sa réponse.

- si le candidat dispose d'un certificat de signature non référencé sur une liste de confiance, il s'assure que ce certificat est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires<sup>2</sup> à la vérification de cette conformité par l'acheteur.
- s'il est déjà inscrit sur ce portail et dispose déjà d'un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il peut déposer son offre, en cliquant sur le lien « Répondre électroniquement aux consultations », puis « Choisir la consultation ».

#### 4.3.4 – Déroulement de la procédure de transmission

Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique, celui-ci reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt. Le délai nécessaire au dépôt peut varier en fonction de la taille des fichiers. Il appartient au candidat de débiter le dépôt de son pli dans un délai suffisant pour en permettre le dépôt effectif avant la date et l'heure limites de réception.

La remise électronique de l'offre doit intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres mentionnées en page de garde du présent document.

Aucun pli électronique reçu après la date et l'heure limites de dépôt n'est admis.

Si aucun message n'est reçu et après vérification dans les courriers indésirables (spams) de la messagerie, il faut considérer que la transmission n'a pas abouti et recommencer.

Si, après avoir déposé son pli, le candidat se rend compte qu'il a fait une erreur ou qu'il souhaite modifier le contenu de son dossier, celui-ci peut encore le faire, autant de fois que nécessaire, tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Dans ce cas, un nouveau pli complet doit être déposé de la même façon.

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par le candidat, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur est ouverte.

C'est pourquoi, ne doivent pas être déposées, dans un second temps, les seules pièces complémentaires ou modificatives. Le nouveau dossier doit contenir l'intégralité des documents.

#### 4.3.5 – Format des fichiers

Lors de la transmission du pli contenant le dossier de candidature, les documents doivent être compressés (.zip, .rar, etc.). La réponse du candidat ne doit pas être supérieure à 50 Mo.

Les formats à utiliser doivent être courants et largement disponibles : Word, Excel, PowerPoint et versions supérieures, PDF, JPG, ZIP, tous compatibles PC. L'acheteur doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

En cas de difficultés dans l'ouverture des fichiers d'un format autre que ces derniers, l'offre fera l'objet d'un rejet.

Les formats .exe et les macros ne sont pas autorisés.

Pour toute difficulté rencontrée sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), une assistance est mise à la disposition des entreprises :

- par téléphone : 01.76.64.74.07 ;
- par courriel : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com).

---

<sup>2</sup> Le candidat indique la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé en fournissant les outils techniques de vérification du certificat et/ou l'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement, ou à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire.

#### 4.3.6 – Signature électronique

La signature électronique est un document sous forme électronique qui a pour but d'authentifier l'identité de la personne signataire (carte d'identité), l'intégrité des documents échangés (protection contre toute altération) et l'assurance de non répudiation (impossibilité de renier sa signature).

**Cette signature est obligatoire au stade de l'attribution du/des marchés, mais peut être établie dès le dépôt de l'offre sur PLACE.**

Les pièces et documents relatifs aux candidatures et aux offres transmis par voie électronique sont signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique valide (non expiré et non révoqué) selon les modalités détaillées ci-dessous et dans les conditions fixées par l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Pour signer électroniquement une offre, le candidat doit disposer d'un certificat de signature électronique et d'une application logicielle.

**La signature électronique n'est pas une signature manuscrite scannée et apposée sur un document.**

L'usage d'une signature scannée n'est pas considéré comme signature originale. La signature électronique revêt les mêmes caractéristiques et a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. Le certificat doit donc être nominatif, et le titulaire doit avoir la capacité d'engager la société (ou disposer d'une délégation de pouvoir).

La signature du dossier compressé (ZIP) ne vaut pas signature des pièces qu'il contient.

En cas de groupement, la signature électronique des offres des groupements d'opérateurs économiques revient au mandataire si celui-ci bénéficie des habilitations nécessaires. Dans ce cas, il signe seul l'offre au nom du groupement. À défaut d'habilitation du mandataire, l'offre présentée par un groupement doit être signée par l'ensemble des membres du groupement. Dans tous les cas, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Pour signer électroniquement son offre, le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Lorsque le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES et transmettre gracieusement les éléments nécessaires<sup>3</sup> pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document.

#### 4.3.7 – Virus

Tout document transmis par voie électronique par un candidat sans copie de sauvegarde et contenant un virus est éliminé et réputé non reçu. Les candidats sont donc invités à faire analyser leur pli par un anti-virus à jour avant envoi.

Dans le cas où un virus serait détecté, le candidat en sera averti dès la fin de la transmission de son pli par le biais de l'accusé de réception électronique et, si la date de fin de consultation le permet, il pourra transmettre un nouveau pli soit par voie électronique, soit par voie postale (ou porteur).

#### 4.3.8 – Copie de sauvegarde

Tout document transmis par un candidat à la fois par voie électronique et par transmission sur support physique électronique ou papier dite à titre de « *copie de sauvegarde* », doit être transmis dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

---

<sup>3</sup> Le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré avec une notice d'explication et les prérequis d'installation ainsi que le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour le pouvoir adjudicateur.

Cette copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- a) lorsque la transmission par voie électronique contient un virus ;
- b) lorsque la transmission par voie électronique n'est pas parvenue à l'administration ou lorsque celle-ci n'a pas pu ouvrir le fichier contenant l'offre et la candidature.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut envoyer une **la copie de sauvegarde** par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
CASE n° 51 - AP205  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP07**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible suivante :

**“COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION N° 25M0233”**

« Acquisition de circuits imprimés compatibles avec les composants BGA et µBGA ».

*Entreprise* (nom du candidat ; du groupement)

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

#### **4.4 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS A LA CONSULTATION**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires ou questions qui leur sont nécessaires au cours de la constitution de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir **au plus tard dix (10) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via le profil acheteur sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite de remise des offres.

#### **RAPPEL**

Il est fortement recommandé aux candidats de s'identifier préalablement sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE – [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) avant de télécharger le dossier de consultation, afin d'être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par l'administration aux questions posées par d'autres candidats.

**Les candidats qui ne sont pas identifiés ne pourront être alertés.**

## **4.5 – PROCEDURE DE RECOURS**

### **4.5.1 - Précisions concernant les voies et délais de recours**

- Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision attaquée » ;
- Article L 551-1 et suivants du Code de justice administrative « Référé précontractuel avant la conclusion du contrat » ;
- Article L 551-13 et suivants du Code de justice administrative « Référé contractuel » dans un délai de 31 jours à compter de la notification de l'avis d'attribution » ;
- Décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n° 358994, « recours en contestation de validité du contrat, qui peut être exercé par tout tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées » ;
- Article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative « Recours indemnitaire, dans les deux (2) mois suivants une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale ».

### **4.5.2 - Instance chargée des procédures de recours**

#### **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS**

7 rue de Jouy – 75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Adresse internet : <http://www.justice.gouv.fr>

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Le Tribunal administratif de Paris peut être saisi via les applications « Télérecours » et « Télérecours citoyens » accessibles par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE)

*Afin de réaliser une comparaison estimative des prix TTC remisés, l'administration fournit à titre indicatif une estimation des quantités qui seront commandées sur les produits majeurs pendant la durée d'exécution du marché. Ces quantités n'ont aucune valeur contractuelle.*

*Les prix indiqués ci-dessous doivent être identiques à ceux indiqués à l'annexe n° 1 de l'Acte d'engagement. A défaut, pour chacune des lignes, le prix analysé sera celui mentionné en annexe à l'acte d'engagement.*

*En Euros (€)*

Circuits imprimés simples et doubles faces, classe 6, finition Nickel-Or chimique avec détournage en panneau										
Ligne	Nombre de couches	Epaisseur cuivre	Métallisation	Epaisseur du circuit imprimé	Vernis	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T. au dm <sup>2</sup>	Montant total remisé H.T.	Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant total remisé T.T.C.
1	1 couche	35µm		0,8 mm	Vernis épargne	5 dm <sup>2</sup>				
2	1 couche	35µm		1,6 mm	Vernis épargne	5 dm <sup>2</sup>				
3	2 couches	35µm	Trou métal	0,8 mm	Vernis épargne	70 dm <sup>2</sup>				
4	2 couches	35µm	Trou métal	1,6 mm	Vernis épargne	70 dm <sup>2</sup>				
5	2 couches	35µm	Trou métal	3,2 mm	Vernis épargne	5 dm <sup>2</sup>				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

*En Euros (€)*

Circuits souples (Flex)									
Ligne	Nombre de couches	Epaisseur cuivre	Métallisation	Matière	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T. au dm <sup>2</sup>	Montant total remisé H.T.	Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant total remisé T.T.C.
6	2 couches	35µm	Trou métal	Kapton, Coverlay	10 dm <sup>2</sup>				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur



# **ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE) (SUITE)**

*En Euros (€)*

Circuits imprimés multicouches, classe 6, finition Nickel-Or chimique avec détournage en panneau										
Ligne	Nombre de couches	Epaisseur cuivre	Métallisation	Epaisseur du circuit imprimé	Vernis	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T. au dm <sup>2</sup>	Montant total remisé H.T.	Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant total remisé T.T.C.
7	4 couches	35µm	Trou métal	0,6 mm à 0,8 mm	Vernis épargne	60 dm <sup>2</sup>				
8	4 couches	35µm	Trou métal	1 mm à 1,2 mm	Vernis épargne	130 dm <sup>2</sup>				
9	4 couches	35µm	Trou métal	1,4 mm à 1,6 mm	Vernis épargne	250 dm <sup>2</sup>				
10	6 couches	35µm	Trou métal	1 mm à 1,2 mm	Vernis épargne	50 dm <sup>2</sup>				
11	6 couches	35µm	Trou métal	1,4 mm à 1,6 mm	Vernis épargne	50 dm <sup>2</sup>				
12	8 couches	35µm	Trou métal	1,4 mm à 1,6 mm	Vernis épargne	15 dm <sup>2</sup>				
13	8 couches	35µm	Trou métal	2,2 mm à 2,4 mm	Vernis épargne	15 dm <sup>2</sup>				
14	10 couches	35µm	Trou métal	1,4 mm à 1,6 mm	Vernis épargne	3 dm <sup>2</sup>				
15	10 couches	35µm	Trou métal	2,2 mm à 2,4 mm	Vernis épargne	3 dm <sup>2</sup>				
16	12 couches	35µm	Trou métal	1,4 mm à 1,6 mm	Vernis épargne	3 dm <sup>2</sup>				
17	12 couches	35µm	Trou métal	2,2 mm à 2,4 mm	Vernis épargne	3 dm <sup>2</sup>				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

# **ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE) (SUITE)**

<i>En Euros (€)</i>						
<b>Ligne</b>	<b>Suppléments pour circuits imprimés au dm<sup>2</sup></b>	<b>Quantité estimative sur 4 ans</b>	<b>Prix unitaire remisé H.T. au dm<sup>2</sup></b>	<b>Montant total remisé H.T.</b>	<b>Montant de la TVA<sup>(1)</sup></b>	<b>Montant total remisé T.T.C.</b>
<b>18</b>	Supplément classe de fabrication : classe 7 selon la norme AFNOR 2212	150 dm <sup>2</sup>				
<b>19</b>	Supplément classe de fabrication : classe 8 selon la norme AFNOR 2212	150 dm <sup>2</sup>				
<b>20</b>	Supplément classe de fabrication : classe 9 selon la norme AFNOR 2212	150 dm <sup>2</sup>				
<b>21</b>	Supplément classe de fabrication : classe 10 selon la norme AFNOR 2212	150 dm <sup>2</sup>				
<b>22</b>	Supplément classe de fabrication : hors classe 1 (piste et isolement minimum 90µm, diamètre trou percé mini 300µm) pour PCB de 1.6 mm	120 dm <sup>2</sup>				
<b>23</b>	Supplément classe de fabrication : hors classe 2 (piste et isolement < 90µm, diamètre trou percé < 300µm) pour PCB de 1.6 mm	60 dm <sup>2</sup>				
<b>24</b>	Supplément par couche de microvias laser (Ø ≥ 100µm) en SBU (Sequential BuildUp)	60 dm <sup>2</sup>				
<b>25</b>	Supplément par couche de microvias laser (Ø ≥ 100µm) en SSB (Semi-Sequential BuildUp)	30 dm <sup>2</sup>				
<b>26</b>	Supplément par couche de microvias laser empilées remplies cuivre	12 dm <sup>2</sup>				
<b>27</b>	Supplément par couche de microvias ou via remplis résine	12 dm <sup>2</sup>				
<b>28</b>	Supplément flex-rigides : 1 flex 2 couches au milieu du multicouche	30 dm <sup>2</sup>				
<b>29</b>	Supplément trous enterrés et/ou borgnes avec 1 pressage supplémentaire	12 dm <sup>2</sup>				
<b>30</b>	Supplément trous enterrés et/ou borgnes avec 2 pressages supplémentaires	6 dm <sup>2</sup>				
<b>31</b>	Supplément pour circuit résine téflon ou équivalent (€ ≈ 2.5)	12 dm <sup>2</sup>				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

## ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE) (SUITE)

Ligne	Suppléments pour circuits imprimés	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T.	Montant total remisé H.T.	En Euros (€)	
					Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant total remisé T.T.C.
32	Supplément pour circuit épaisseur cuivre 70µm par couche	12 dm <sup>2</sup>				
33	Supplément pour épaisseur cuivre 105µm par couche	12				
34	Supplément pour sérigraphie	65				
35	Supplément vernis épargne de couleur non standard ( <i>exemple : noir, blanc, bleu, rouge</i> ) hormis pour les flexs	5				
36	Supplément fabrication circuits imprimés différents sur un même panneau (fichiers fournis)	10				
37	Supplément clinquant (stencil) crème à souder (Clinquant : 395x270 mm, épaisseur 110µm, point d'ancrage, en inox, découpé au laser)	25				
38	Supplément clinquant (stencil) crème à souder (Clinquant : 395x270 mm, épaisseur 130µm, point d'ancrage, en inox, découpé au laser)	25				
39	Supplément clinquant (stencil) crème à souder (Clinquant : 395x270 mm, épaisseur 150µm, point d'ancrage, en inox, découpé au laser)	90				
40	Forfait refabrication	40				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

## ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE) (SUITE)

*En Euros (€)*

Ligne	Forfait outillage et tracé optique	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T.	Montant total remisé H.T.	Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant total remisé T.T.C.
41	1 couche	2				
42	2 couches	25				
43	4 couches	70				
44	6 couches	15				
45	8 couches	5				
46	10 couches	1				
47	12 couches	1				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

## ANNEXE N° 1 – DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE) (SUITE ET FIN)

*En Euros (€)*

Ligne	Forfait test électrique à sondes mobiles	Quantité estimative sur 4 ans	Prix unitaire remisé H.T.	Montant remisé H.T.	Montant de la TVA <sup>(1)</sup>	Montant remisé T.T.C.
48	1 couche et 2 couches (densité du PCB faible)	50				
49	4 couches et 6 couches (densité du PCB moyenne)	100				
50	8, 10 et 12 couches (densité du PCB élevée)	10				

<sup>(1)</sup> Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur

**Montant total remisé TTC :**

## ANNEXE N° 2 – CRITERE VALEUR TECHNIQUE

Caractéristiques techniques souhaitées par l'administration	Points attribués
Carte électronique d'une épaisseur de 1.6 mm	
Trous métallisés traversant de trou percé $\leq 250\mu\text{m}$ .	/2
Perçage micro via laser « in-pad » de diamètre de pastille $\leq 350\mu\text{m}$ .	/2
Marquage par encre de largeur de traits de caractères $\leq 0.20$ mm et de hauteur de traits de caractères $\leq 2.0$ mm.	/2
Largeur de trait de vernis épargne $\leq 100\mu\text{m}$ .	/2
Présence d'une empreinte d'un composant matriciel de type BGA ou similaire au pas ou pitch $\leq 1$ mm.	/2
Présence d'un composant traversant au pas ou pitch $\leq 1.0$ mm.	/2
Présence d'un microvia non rempli de cuivre, non recouvert, avec diamètre de pastille $\leq 300\mu\text{m}$ .	/2
Présence d'une empreinte d'un composant matriciel de type BGA ou similaire au pas ou pitch $\leq 0.4$ mm.	/2
Présence de trous métallisés et de trous non métallisés sur le même circuit.	/2
Documentation technique de l'échantillon.	/2
<b>TOTAL DES POINTS ATTRIBUES</b>	<b>/20</b>

## ANNEXE N° 3 – CRITERE DE PERFORMANCE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Caractéristiques environnementales souhaitées par l'administration	Caractéristiques respectées		Lien avec la présentation détaillée	Points attribués
	OUI	NON		
Respect de la directive européenne « ROHS » ( <i>Restriction of hazardous substances</i> ). La société certifie fabriquer des PCBs conformes à la directive visant à limiter l'utilisation de substances dangereuses (plomb, mercure, chrome...) dans les équipements électriques et électroniques. (*)				/3
Respect des dispositions de la réglementation « REACH » ( <i>Registration, Evaluation, Authorization and restriction of Chemicals</i> ). La société certifie respecter cette réglementation européenne visant à mieux protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques liés aux substances chimiques. (*)				/3
Respect de la réglementation « <i>Conflict minerals</i> ». La société certifie la non utilisation de métaux provenant de zones de conflits notamment en provenance de la RDC ou pays limitrophes. (*)				/2
Société classée ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement). (*)				/2
Evaluation et analyse des risques liés à l'utilisation de produits chimiques pour le personnel de la société et adéquation de l'équipement de protection en fonction des risques.				/2
Procédés utilisés pour les traitements des eaux issues des différents bains de rinçage avant rejet dans le réseau public.				/2

(\*) attestation de la société à fournir

## ANNEXE N° 3 – CRITERE DE PERFORMANCE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Caractéristiques environnementales souhaitées par l'administration	Caractéristiques respectées		Lien avec la présentation détaillée	Points attribués
	OUI	NON		
Procédés utilisés pour les traitements et la valorisation des effluents industriels.				/2
Procédés utilisés pour le recyclage, la réutilisation ou la valorisation des rebuts de fabrication.				/2
Livraison des PCBs dans des emballages recyclables. Ces emballages seront adaptés et réduits aux volumes des PCBs livrés.				/2
<b>TOTAL DES POINTS ATTRIBUES</b>				<b>/20</b>